COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IVe Internationale

SAMEDI 9 OCTOBRE 1976 — BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI — PRIX : 0,50 F.

EDITORIAL

MARTINIQUE

PREPARONS ACTIVEMENT LE 21 OCTOBRE

Lors d'une réunion qui eut lieu le lundi 4, les syndicats CGTM, CFDT, STM, FEN, ont décidé d'appeler à un meeting le mercredi 14 et à la grève le vendredi 21 octobre pour protester contre le plan d'autérité préparé par Barre et Giscard. On ne peut que se réjouir que les syndicats martiniquais appellent enfin à la riposte contre la politique anti-populaire du gouvernement, après avoir longtemps hésité et laissé les travailleurs dans l'attente.

Pour aider les capitalistes en difficulté, le gouvernement n'hésite pas à pressurer encore une fois les travailleurs en augmentant les impôts et les taxes pour en reverser l'argent aux patrons. Il faut donc que la réponse des travailleurs soit à la mesure de l'attaque qui leur est faite. Il faut qu'ils montrent qu'ils n'acceptent pas de subir des conséquences de la crise, maladie d'un système économique qui n'est pas le leur, mais celui de la bourgeoisie. Ici, en Martinique, les travailleurs sont déjà victimes de cette exploitation féroce et du chômage institué par le système colonialiste. A plus forte raison en période de crise, la classe ouvrière sera encore plus réduite à la misère. Il faut donc que les travailleurs martiniquais montrent aux patrons et au gouvernement colonialiste que leur combativité est intacte et qu'ils sont prêts à lutter face aux attaques de ceux-ci. Le 21 octobre doit être l'occasion pour les travailleurs de faire cette démonstration. Le 21 octobre doit être un véritable avertissement pour les patrons et le gouvernement colonialiste français que les Martiniquais ne sont pas prêts à se laisser faire. Pour que cette journée de grève soit un succès, il faut que dès maintenant, sur chaque chantier, dans chaque entreprise, dans chaque administration, les travailleurs la préparent activement, en parlant autour d'eux et invitent tous leurs camarades à y participer activement. Il faut que des assemblées générales se tiennent partout, il faut que les travailleurs prennent au mot leurs syndicats timorés et fassent du 21 octobre une véritable journée de mobilisation contre le plan Barre.

Le gouvernement français incapable de résoudre les problèmes: Qu'il cède la place!

Après avoir promis la construction de 4 000 logements pour accueillir les réfugiés, la préfecture parle aujourd'hui de 1 500 cases qui seraient réparties dans diverses communes d'accueil.

Ainsi, il a fallu plus d'un mois à ceux qui dirigent le pays pour trouver cette solution et encore, il n'est même pas sûr qu'ils la réalisent.

Alors qu'il était possible dès le début des événements de mobiliser tous ceux qui étaient sans travail pour les atelier à cette tâche de construction des structures d'accueil. Mais voilà : l'administration a une puissante volonté de faire de nous des assistés dont le sort dépend de ce qui vient de France. On a vanté la "solidarité nationale" et finalement on en vient tout bonnement à construire des cases que la plupart des travailleurs guadeloupéens savent bâtir eux-mêmes.

On a voulu nous faire croire que sans la"mère-patrie", nous étions perdus.

Mais qu'a donc fait la "mère-patrie" que nous n'aurions pu faire nous-mêmes ? Construire des cases ? Transporter les réfugiés de Basse-Terre à la Grande-Terre? Qui donc l'a fait? Ce sont des guadeloupéens eux-mêmes.

Oh ! Bien sûr, il y a les fameuses tentes qui nous ont été expédiées de France. Tentes dont personne finalement ne veut, ni les réfugiés, ni les enseignants pour la bonne raison qu'au soleil elles sont invivables. Là aussi il ne s'agit donc guère d'une prouesse. De nous mêmes nous aurions pu trouver des tentes dans n'importe quel pays un tant soit peu développé. L'achat de deux cents tentes grand format n'aurait pas été au-dessus des moyens du peuple guadeloupéen.

Et la nourriture gratuite donnée par le gouvernement nous dira-t-on ? Eh bien ! Y compris dans ce domaine, la politique du gouvernement français a été une politique à courte vue ou volontairement destinée à transformer plusieurs milliers de personnes valides en assistés. Cela afin d'en faire des " béni-oui-oui".

Car là aussi il y avait une autre politique possible. Tous les réfugiés auraient pu trouver à s'employer dans des tâches utiles à la collectivité : dans l'agriculture, le transport, la garde des enfants, la construction, la pêche etc... Ils auraient ainsi porté leur contribu-

Suite en P. 2

MARTINIQUE

Au Lamentin: conflit entre la municipalité et l'Aiglon

Un conflit de propriété oppose en ce moment la municipalité du Lamentin et le club sportif, l'Aiglon.

Conséquence, le stade se trouve fermé et les spectateurs ne peuvent plus aller au match. Au travers de ce conflit, c'est toute la politique sportive de la municipalité communiste qui est à dénoncer. Le Lamentin, 2 ème commune de la Martinique, ne possède pas un seul terrain de jeu. La propriété du stade est contesté par l'Aiglon. Il n'y a pas de piscine, pas de stade d'athlétisme ni de salle spécialisée. Et, l'exemple du sport suffit à montrer toute la politique du parti communiste envers la jeunesse du Lamentin : aucun intérêt à ce que pense, dit ou fait cette jeunesse : pas de bibliothèque municipale, la maison des jeunes reste fermée. Il n'y a aucune activité culturelle.

Pour les staliniens, la jeunesse n'existe qu'au dessus de 18 ans et en période électorale.

Alors, à ce moment, tous les grands discours sont faits pour inviter les les jeunes à aller voter.

'-'-'-'-'-'

'-'-'-'-

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

6 ème supplément au mensuel 66

antilles

NOUVELLE AUGMENTATION: L'ESSENCE

Une nouvelle hausse est annocée pour le 1er octobre : celle du prix de l'essence qui augmente de 10 centimes pour le litre de super et d'ordinaire. Le gaz oil et le fuel suivent naturellement cette augmentation, bien que de façon plus modérée.

Ainsi, le gouvernement qui prétend lutter contre l'inflation donne lui-même l'exemple aux capitalistes en augmentant le prix des produits qui dépendent de lui. Car c'est la SARA et le FIR (Fonds d'Investissemenr Routier) qui vont se partager ces 10 c supplémentaires par litre. Ce qui signifie que pour construire bienmal des routes et subventionner les capitalistes qui les construisent l'Etat n'hésite pas à puiser dans la poche des consommateurs.

Un bon moyen pour renflouer ses caisses.

LES PARENTS D'ELEVES DU LAMENTIN ET DE BASSE-TERRE SONT DECIDES A SE BATTRE DANS L'UNITE.

Mercredi 27 septembre, a eu lieu la première réunion des parents d'élèves du Lamentin. Environ 200 parents y assistaient.

Les nombreux problèmes de la rentrée scolaire, particulièrement graves du fait de l'occupation des écoles, ont été abordés.

Quelques parents de Basse-Terre, réfugiés dans les écoles du Lamentin, étaient présents et ont pu également exposer les difficultés que leur pose la scolarisation de leurs enfants. Privés d'emploi, ils peuvent difficilement acheter les fournitures scolaires et payer le transport.

Face à tous ces problèmes, parents réfugiés et parents d'élèves du Lamentin ont décidé d'envisager des formes d'action qui obligeront l'administration à :
- reloger les réfugiés dans des logements décents.
- créer des locaux supplémentaires pour que tous les élèves soient scolarisés et assurer la gratuité du transport et du matériel scolaire.

LA RENTREE SCOLAIRE AU LAMENTIN (gpe) une véritable pagaille

Depuis la rentrée scolaire les élèves du Lamentin rencontrent de nombreux problèmes aggravés par la situation due aux menaces d'éruption de la Soufrière.

Les écoles primaires de certaines sections, sont occupées, et les écoliers doivent se rendre dans les écoles de Castel et de Vincent. Les moyens de transport mis à leur disposition sont nettement insuffisants et il y a une véritable pagaille au moment du ramassage. De plus, de nombreux élèves n'ont pas le temps de prendre le petit déjeuner et le repas de midi, en raison des nouveaux horaires.

L'heure de sortie le soir, est trop tardive pour les jeunes écoliers, ce qui présente pour eux une insécurité certaine.

Les parents d'élèves du Lamentin ont déjà exprimé leur mécontentement et leur association a dû intervenir auprès de la municipalité. Le maire a promis d'encadrer les élèves par des accompagnateurs pendant le trajet. Cependant cette mesure demeure insuffisante. Les parents d'élèves sont prêts à se mobiliser pour exiger :
- une meilleure organisation des transports, et des cars en nombre suffisant.

SOUFRIERE

comptons sur nos propres forces

A l'heure actuelle, les représentants du pouvoir colonial parlent beaucoup, mais au fond, rien de valable n'a encore été entrepris. Au niveau scolaire, c'est toujours la pagaille. Au niveau des réfugiés (nourriture, logement), la situation est lamentable. Quant à ceux qui sont retournés dans la zone, ils vivent toujours dans des conditions d'insécurité criminelles.

Si l'administration coloniale se montre incapable de régler les graves problèmes de l'heure, et elle l'est, la population, elle, peut résoudre elle-même un certain nombre de ces problèmes. Et cela est possible. Nous ne pouvons compter sur le gouvernement pour changer notre sort.

En ce qui concerne la rentrée scolaire il est possible dans les communes que toute la population, réfugiés et non réfugiés, au lieu de s'opposer, s'unisse pour construire elle-même des maisons en bois, par exemple, soit pour y reloger les réfugiés, soit pour y installer des salles de classe. Elle peut aussi décider (par exemple) de l'attribution (définitive ou provisoire) de lopins de terre aux réfugiés afin que ces derniers cultivent et produisent eux mêmes une partie de leurs propres besoins. Ce qui éviterait, par exemple de rester tout un dimanche sans manger parce que l'administration ne s'en est pas occupé (cas de Ste Rose dimanche dernier).

En ce qui concerne ceux de la zone menacée, il est possible qu'ils organisnet dans les quartiers et les hameaux leur propre sécurité, qu'ils recensent le nombre de voitures, camionnettes, véhicules des habitants et décident de leur attribution en cas d'évacuation subite, qu'ils créent des comités de vigilance pour contrôler les dispositions d'alarme, que des délégués de ces comités assistent aux délibérations du conseil municipal... qu'ils prennent enfin toute mesure qui serait nécessaire à leur sauvegarde.

Il y aurait encore énormément d'aspects à envisager, mais l'important c'est que toute la population soit organisée et qu'elle débatte elle même de ses problèmes.

Il est possible aussi d'exiger que tous les organismes administratifs, scolaires, préfectoraux, municipaux, soit mis sous le contrôle de délégations de la population (comités de réfugiés,parents d'élèves, élèves etc...); ceci pour intervenir sur tout ce qui est fait en leur nom, de proposer, de corriger, enfin de participer à la discussion de leurs propres problèmes.

Si toute la population de la Guadeloupe arrive à briser avec l'attentisme et sait s'organiser pour exiger les moyens dont elle a besoin, pour régler aussi ses propres problèmes sans forcément attendre la résolution de ceux-ci par le gouvernement, un grand pas aura été fait. Pour franchir ce pas, il ne faut compter ni attendre sur les autres, mais sur nos propres forces.

achetez lisez

COMBAT OUVRIER

mensuel

n° 66

le gouvernement français incapable...

suite

tion à toute la vie collective sociale et économique. Ils n'auraient pas été des assistés.

La politique française, politique d'assistance, politique coloniale, est néfaste.

Bien loin d'être une "aide", notre appartenance à l'ensemble colonial français est un frein pour faire face à nos problèmes. Si le peuple guadeloupéen gouvernait lui même ce pays, il aurait pu prendre lui-même d'autres dispositions que celles de la préfecture. Il aurait absolument mieux fait face aux problèmes créées par le volcan.

Le comportement des autorités coloniales dans la crise actuelle démontre à l'évidence que celui-ci ne peut résoudre à notre place ces problèmes.

Nous devons nous rendre compte que ce pays, nous devrons le diriger nous mêmes. C'est une responsabilité qui est à notre portée. Nous devons faire tous nos efforts pour nous y préparer consciemment. L'avenir n'appartient pasaux Aurrousseau et aux aux timorés élus guadeloupéens de gauche ou de droite qui l'entourent et lui facilitent la tâche.

L'avenir appartient à ceux qui auront la hardiesse de se battre pour arracher ce pays des griffes du gouvernement français.

Le peuple guadeloupéen avec à sa tête la classe ouvrière a intérêt à entreprendre la lutte pour son indépendance. Car plus vite nous nous débarrasserons du carcan colonial, plus vite nous serons à même de faire face aux problèmes du genre de celui que nous connaissons aujourd'hui.